

Art. 2. Het volgende bijkomende voorschrift, *R 1.2, is van toepassing in de gemengde bedrijfsruimtes ingeschreven op het gewestplan door voorliggend besluit

« Enkel ondernemingen die grondstoffen of afgewerkte producten via de waterweg vervoeren en die die ermee zijn verbonden, zullen worden toegelaten in de industriële bedrijfsruimte *R 1.2 ».

Art. 3. De herziening is conform het bijgevoegde plan goedgekeurd.

Art. 4. In het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, opgesteld conform artikel 31bis van het CWATUP, staan in elk geval volgende elementen :

- maatregelen die zijn genomen voor een passende behandeling van water, en vooral het afvalwater;
- passende maatregelen om woningen die dichtbij het gebied liggen dat geurhinder kan veroorzaken te beschermen, rekening houdend met de noodzaak een afzonderingsinfrastructuur aan te leggen en met de richting van de dominerende winden;
- nakijken van de geotechnische capaciteit van de bodem en ondergrond;
- maatregelen voor de controle en de aanleg van de bodemkwaliteit en van de ondergrond waardoor o.m. het evenwicht van het oro-hydrografische systeem zal worden gegarandeerd;
- maatregelen inzake mobiliteit, binnen en buiten het gebied, van goederen en personen, dus ook de beveiliging van de ruimtes voorbehouden voor het fiets- en voetgangersverkeer.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van voorliggend besluit.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Milieu,
M. FORET

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, te 5100 Jambes, en bij het betrokken gemeentebestuur.

Het advies van de CRAT wordt hieronder bekend gemaakt.



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2004/27133]

22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant le projet de révision du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Sambreville (Moignelée) (planche 47/5N)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 37 et 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mai 1985 établissant le plan de secteur de Namur, notamment modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 février 1996 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 décidant la révision du plan de secteur de Namur et adoptant l'avant-projet de modification du plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Sambreville (Moignelée) (planche 47/5N);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant le projet de révision du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Sambreville (Moignelée) (planche 47/5N);

Vu les réclamations et observations, émises lors de l'enquête publique qui s'est déroulée entre le 7 octobre et le 20 novembre 2003 inclus à Sambreville, qui portent sur les thèmes suivants :

- le maintien de la zone d'espaces verts en raison de l'autorisation de valorisation du terroir de Bonne-espérance de 1998 qui prévoyait sa mise en oeuvre;
- les nuisances environnementales;
- le périmètre d'isolement en zone d'espaces verts;
- la prescription supplémentaire R 1.2.;
- les subsides;

Vu l'avis favorable du conseil communal de Sambreville du 18 décembre 2003;

Vu l'avis défavorable relatif à la révision du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Sambreville (Moignelée) (planche 47/5N) émis par la CRAT le 5 mars 2004;

Vu l'avis défavorable rendu par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en date du 4 mars 2004;

Validation de l'étude d'incidences

Considérant que, dans sa décision du 18 septembre 2003, le Gouvernement a estimé que l'étude d'incidences comprenait la totalité des éléments nécessaires à l'appréciation de l'opportunité et de l'adéquation du projet et l'a dès lors considérée comme complète;

Considérant que le CWEDD estime l'étude d'incidences de qualité insuffisante;

Considérant que la CRAT estime la qualité de l'étude d'incidences peu satisfaisante et comporte des lacunes et faiblesses;

Considérant, cependant, que l'étude d'incidences rencontre le prescrit de l'article 42 du CWATUP et du cahier des charges; que le Gouvernement est suffisamment informé pour statuer en connaissance de cause;

Adéquation du projet aux besoins

Considérant que l'objectif du Gouvernement est de répondre, à bref délai, aux besoins d'espace nécessaire à l'activité économique, estimés à l'horizon 2010;

Considérant que, sur la base d'un rapport établi le 23 novembre 2001 par la DGEE et de l'analyse qu'il en a faite, le Gouvernement a, par son arrêté du 18 octobre 2002, considéré que le territoire de référence du Port autonome de Namur (PAN) était constitué par sa sphère d'activités géographique et présentait globalement des besoins identifiés sur base des demandes non satisfaites au cours de l'année 2001 d'une part, des concessions réalisées ces dix dernières années, et du solde disponible d'autre part;

Considérant que l'étude d'incidences remet en cause cette analyse : dans le territoire de référence, dont la délimitation n'est pas contestée, l'existence et l'ampleur des besoins socio-économiques dans l'horizon de temps défini par le Gouvernement, n'ont pas été confirmés;

Considérant que la CRAT et le CWEDD se rallient à l'analyse de l'auteur de l'étude d'incidences, le CWEDD soulignant tout particulièrement la présence en face du site de terrains classés au plan de secteur en zone d'aménagement différé à caractère industriel;

Considérant, cependant, que la mise en fonction récente de l'ascenseur de Strépy-Thieu facilitera les communications vers les ports maritimes de Dunkerque et de Gand et devrait dès lors augmenter considérablement les tonnages traités dans les zones du PAN;

Considérant que, concernant les terrains classés en ZADI, il y a lieu de constater que ceux-ci sont la propriété privée d'une entreprise qui souhaite, ultérieurement, pouvoir y développer des activités; que ces terrains ne sont donc pas mobilisables par l'opérateur public;

Considérant qu'il y a lieu de prendre simultanément en considération, pour l'examen de la pertinence des réponses apportées par le présent arrêté aux besoins du PAN, la volonté du Gouvernement d'inscrire en zone d'activité économique industrielle à réserver aux activités générées par le Port autonome (quelque 13 hectares à Floreffe (Floriffoux) et) quelque 3 hectares à Namur (Malonne), ce qui porte à (28) 15 hectares la superficie des nouveaux espaces consacrés à de telles activités;

Validation du projet

Considérant que le transport fluvial connaît en Wallonie une nette augmentation de son activité, passant de 22 millions de tonnes chargées et déchargées en 1990 à près de 35 millions de tonnes en 2000, soit une progression de près de 60 %; que les évolutions dans le transport de marchandises et principalement le transport de conteneurs font apparaître de nouvelles potentialités pour le trafic fluvial au delà de son activité classique de transport de produits pondéreux; que les ports fluviaux, par nature, doivent être implantés le long de voies d'eau, aux endroits les plus appropriés à l'exercice de leur fonction de nœud de communication, telle qu'elle est définie par le SDER; que le tracé sinueux de la Sambre limite fortement les possibilités d'implantation de points de chargement; que le présent site permet cette implantation d'un point de vue technique; qu'il comportait d'ailleurs auparavant un tel point de chargement;

Considérant que l'étude d'incidences estime que l'option de l'avant-projet de plan modificatif peut rester, malgré l'absence de besoins dans le territoire de référence, fondée en ce qu'il vise l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de 12 hectares de terrain situé sur le territoire de la commune de Sambreville;

Examen des alternatives de localisation

Considérant que, conformément à l'article 42, alinéa 2, 5° du Code wallon et au cahier spécial des charges, l'étude d'incidences a procédé à la recherche d'alternatives; que ces alternatives peuvent porter sur la localisation, la délimitation ou encore la mise en œuvre de la zone à inscrire au projet de plan de secteur;

Considérant qu'aucune alternative de localisation n'a pu être dégagée;

Considérant que le CWEDD estime que le projet devrait s'implanter dans la ZADI située de l'autre côté de la voie d'eau plutôt que de supprimer la majeure partie d'une zone d'espaces verts;

Considérant, cependant, que, comme exposé ci-dessus, les terrains affectés en ZADI ne peuvent pas être mis en valeur par l'opérateur public qui n'en est pas propriétaire; que ces terrains appartiennent à une société privé;

Examen des alternatives de délimitation et de mises en œuvre

Considérant, d'autre part, que l'étude d'incidences n'a pu dégager d'alternative de délimitation;

Considérant qu'il résulte donc de cette étude comparative que la seule solution pour rencontrer les objectifs poursuivis par le Gouvernement consiste à retenir le projet initial;

Prise en considération des recommandations générales du CWEDD

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de considérations générales relatives à la procédure de révision et de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets;

Considérant que, tout d'abord, il estime que le travail d'évaluation effectué pour la réalisation du plan prioritaire ne sera pertinent que si l'implantation des infrastructures est conditionnée par une nouvelle évaluation des incidences propre au groupement des entreprises; qu'il demande que, lors de l'implantation des établissements, une évaluation environnementale soit réalisée par phase d'occupation de la zone d'activité afin d'avoir une vision globale à l'échelle de celui-ci;

Considérant que le CCUE dont la réalisation est imposée par l'article 31bis du CWATUP aura une durée de validité de dix années maximum; que son renouvellement impliquera nécessairement un nouvel examen de la situation et permettra d'adapter ses dispositions à l'évolution qui aura été constatée sur le terrain et aux données complémentaires qui auront été recueillies dans l'intervalle; que, le cas échéant, ce réexamen sera l'occasion d'initier les procédures de réaffectation ou de changement d'affectation qui apparaîtraient opportunes; que cette procédure permettra donc de rencontrer largement la suggestion formulée par le CWEDD;

Considérant que, ensuite, le CWEDD rappelle ses recommandations relatives aux relations entre la mobilité, les transports et l'aménagement du territoire; qu'il se réjouit de l'imposition, par la voie du CCUE, de la réalisation de plans de mobilité, qui permettront de favoriser l'usage de modes doux et des transports en commun; qu'il insiste pour que la circulation piétonne et cycliste soit sécurisée dans les nouvelles zones d'activité économique;

Considérant que cette suggestion paraît opportune; qu'il y a lieu d'imposer que cette sécurisation fasse partie des impositions que devra contenir le CCUE;

Considérant, pour le surplus, que le souhait de voir les nouvelles zones d'activité économique desservies par les transports en commun n'est pas en contradiction avec la politique menée par le Gouvernement; que le réseau des TECs wallons est organisé de telle manière que soient desservis les principaux lieux du territoire générateurs de trafic et que, comme il est essentiellement routier, il est aisément adaptable en fonction de l'évolution des lieux générateurs de flux, sans investissements significatifs; que, d'autre part, vu son coût structurel, le chemin de fer n'est une solution pertinente aux problèmes de mobilité que pour les longues distances et pour des volumes importants; que, dès lors, pour la plupart des besoins individuels de transport des PME qui seront appelées à s'établir dans les nouvelles zones d'activité économique créées, le chemin de fer ne peut être utilisé que combiné avec d'autres moyens de transport, utilisant essentiellement la route; que c'est donc par une intermodalité rail-route, qui sera intégrée dans les plans de mobilité imposés par les CCUE, que les objectifs de mobilité durable définis par le CWEDD pourront être atteints;

Considérations particulières

Considérant qu'il convient d'avoir égard aux éléments particuliers suivants :

- Maintien total ou partiel de la zone d'espaces verts

Des réclamants ont dénoncé la suppression d'une grande partie de la zone d'espaces verts couvrant actuellement le site et qui avait été imposée pour permettre la réhabilitation du site après la valorisation du terril qui y était présent.

Il apparaît, de l'étude d'incidences, que la valorisation du terril est aujourd'hui terminée, que le terril a été presque entièrement arasé et que la zone n'a pas été replantée.

En conséquence, on ne peut donc pas estimer aujourd'hui que la situation de fait correspond à l'affectation en zone d'espaces verts au plan de secteur.

La réalisation de la zone ne constituera donc pas une atteinte à une zone d'espaces verts permettant le maintien, la protection et la régénération du milieu naturel, et contribuant à la formation des paysages ou constituant une transition végétale adéquate entre des zones dont les destinations sont incompatibles, au sens de l'article 37 du CWATUP.

La zone d'espaces verts sera partiellement maintenue dans la mesure nécessaire à l'isolement des zones d'habitat riveraines.

- Nuisances environnementales

Des réclamants ont fait valoir leurs craintes des nuisances sonores, visuelles et olfactives que le projet pourrait créer.

Comme exposé ci-dessus, le maintien d'une partie de la zone d'espaces verts permettra d'isoler les habitations de la zone.

Pour le surplus, le CCUE examinera les solutions d'isolement adéquates, en tenant compte des suggestions de l'étude d'incidences en vue de limiter au mieux les incidences négatives du projet sur les habitations voisines et notamment celles les plus sensibles (phasage, localisation des implantations,...).

- Régime des eaux

Concernant les problèmes d'inondation, l'étude d'incidences a mis en évidence qu'une partie du site était parfois inondée. Ce phénomène ne serait pas principalement dû à la configuration des lieux mais bien à un mauvais entretien des égouts. Les caractéristiques des terrains à urbaniser ne sont donc pas en cause.

Concernant les eaux usées, l'étude d'incidences a émis des recommandations qui seront étudiés lors de l'établissement du CCUE. Il déterminera un système adéquat pour permettre l'épuration correcte des eaux usées de la zone.

- Contraintes physiques

L'auteur de l'étude d'incidences a décelé la présence de concession de mines de houilles sur le site.

Le CCUE procédera à la détermination des zones capables.

- Spécialisation de la zone

Malgré les réclamations relatives à la suppression de la prescription supplémentaire R 1.2., le projet est conforme à l'option VI 3 du SDER recommandant de favoriser le recours à la voie d'eau pour ce qui concerne le transport de marchandises, définie comme un pôle majeur, et à l'article 1^{er} du CWATUP prônant une gestion parcimonieuse du sol.

D'ailleurs, la CRAT a relayé la nécessité de maintenir la prescription.

- Accessibilité au site et le maintien du RAVeL existant

Concernant l'accessibilité au site, le CCUE étudiera la manière la plus adéquate d'organiser les circulations à l'intérieur du site et les connexions avec les voies extérieures, en particulier la RN90.

Concernant le RAVeL, le CCUE examinera la possibilité de le maintenir en l'état ou de modifier son tracé pour en assurer la continuité.

Mesures d'accompagnement

Considérant que l'article 46, § 1, al. 2, 3^o du CWATUP prévoit que l'inscription d'une nouvelle zone d'activité économique implique soit la réaffectation de sites d'activités économiques désaffectés, soit l'adoption d'autres mesures favorables à la protection de l'environnement, soit une combinaison de ces deux modes d'accompagnement;

Considérant que les mesures d'accompagnement doivent être fonction, d'une part, de la qualité environnementale intrinsèque du périmètre affecté à l'urbanisation et, d'autre part, de l'apport objectif de ces mesures d'accompagnement;

Considérant que la réhabilitation de sites d'activité économique désaffectés reste une partie importante de ces mesures d'accompagnement environnementales;

Considérant que le Gouvernement retient, dans le cadre des mesures d'accompagnement à la présente révision du plan de secteur, la réaffectation d'un certain nombre de sites d'activité économique désaffectés;

Considérant que, dans l'évaluation de la proportion entre les mesures d'accompagnement et les projets d'inscription de nouvelles zones d'activités économiques, il est raisonnable de tenir compte, d'une part, de l'impact différencié de la réhabilitation des sites d'activité économique désaffectés selon leur localisation et leur contamination, d'autre part, de l'impact environnemental de la création d'une nouvelle zone d'activité économique, qui varie selon ses caractéristiques et sa situation; qu'ainsi, il apparaît que, dans le respect du principe de proportionnalité, une réhabilitation lourde doit peser plus que la réhabilitation d'un site moins pollué, que l'impact des mesures favorables à l'environnement doit être apprécié en fonction de l'effet que l'on peut raisonnablement en attendre et que ces mesures doivent être d'autant plus, ou moins, importantes, que la création de la zone nouvelle à des impacts considérables, ou moins considérables, sur son environnement;

Considérant qu'en l'occurrence, à défaut de disposer des éléments permettant d'objectiver les facteurs permettant d'apprécier complètement ces poids et impacts, le Gouvernement juge opportun, à la fois pour respecter sûrement les prescriptions de l'article 46, § 1, al. 2, 3^o du CWATUP et dans le souci qui est le sien de promouvoir, autant que cela est raisonnablement possible, la réaffectation de sites d'activité économique désaffectés, d'adopter une interprétation stricte de ce texte, et de respecter une clé correspondant approximativement à un m² de réaffectation de SAED pour un m² d'espace non urbanisable dorénavant affecté à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables);

Considérant que l'accompagnement prévu par l'article 46, § 1, al. 2, 3^o du CWATUP peut s'apprécier au niveau régional; que le présent projet s'inscrivant dans un plan prioritaire visant à doter l'ensemble de la Région d'espaces nouveaux destinés à l'activité économique, la clé susdite peut donc être appliquée de façon globale, la compensation pouvant s'effectuer entre l'ensemble des surfaces distraites de zones non urbanisables pour être affectées à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables), d'une part, et l'ensemble des surfaces de SAED réaffectés, d'autre part;

Considérant cependant, que, dans un souci d'équité géographique distributive, il paraît opportun, comme les nouveaux espaces que le plan prioritaire destine à l'activité économique sont répartis sur le territoire de toute la Région, de veiller à ce que les SAED soient aussi répartis de façon équilibrée;

Considérant que, pour assurer cet objectif, la Région a été divisée en cinq secteurs équilibrés et géographiquement homogènes; que le présent projet a donc été versé dans un ensemble de projets (Sambreville – Tamines, Somme-Leuze, Namur – Rhisnes – Suarlée, Namur – Bouge – Champion, Chimay – Baileux et Namur – Malonne);

Considérant qu'au titre de mesures d'accompagnement, le Gouvernement décide de prendre en compte la réaffectation des sites suivants :

— ANDENNE	Brenner
— ANDENNE	Carrières et fours à chaux Deceuninck
— ANHEE	Usine à cuivre de Rosée
— BRAIVES	Moulin Hosdent
— BRAIVES	Etablissements Brichart
— CHIMAY	Laiterie des Forges
— CINEY	Pharmacies populaires E.P.C. Familia
— CINEY	Château Chaput
— COUVIN	Usines Donnay
— COUVIN	Brasserie St-Antoine
— COUVIN	Agence en douane de Brûly
— DINANT	Centre de Formation Patria
— DINANT	Lainière La Dinantaise
— DINANT	Filature de Bouvignes
— FERNELMONT	Fours électriques
— FLOREFFE	Glaceries St-Roch
— GEDINNE	Scierie Buchholtz
— GEMBOUX	Coutellerie Pierrard
— GEMBOUX	Coutellerie Chapelle Marion
— GEMBOUX	Ateliers Colson
— HASTIERE	Gare d'Hastière
— MOMIGNIES	Scierie Degive
— NAMUR	Imprimerie AMP
— NAMUR	Scierie Humblet
— NAMUR	Etablissements Pâque
— NAMUR	Moulin A.C.B.I.
— NAMUR	Pâques
— ROCHEFORT	Atelier des locomotives
— ROCHEFORT	Scierie Devillers
— VIROINVAL	Fours à chaux
— VIROINVAL	Fours à chaux de Nismes
— YVOIR	Etablissement Tasiaux
— YVOIR	Carrière la Rochette
— MONT-SAINT-GUIBERT	Papeteries de Mont-St-Guibert I
— BINCHE	Abattoir
— BINCHE	Lavoir du Centre
— TUBIZE	Clabecq (sud)

qui totalisent une surface au moins équivalente;

Considérant qu'en ce qui concerne les mesures favorables à la protection de l'environnement, comme le CWEDD l'a souligné, l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du CWATUP ne permet pas d'y inclure les mesures de protection qui s'imposent en application soit du CWATUP, soit d'une autre réglementation en vigueur; que le Gouvernement tient néanmoins à souligner que, dans le souci d'assurer la protection de l'environnement, il a adopté, parallèlement à la réalisation du plan prioritaire dans le cadre duquel le présent arrêté s'inscrit, un nouvel article 31bis du CWATUP, imposant que toute nouvelle zone d'activité économique soit accompagnée d'un CCUE qui assure la compatibilité de la zone avec son environnement;

Considérant qu'il est ainsi plus que largement satisfait à l'obligation imposée par cet article;

CCUE

Considérant qu'en exécution de l'article 31bis du CWATUP, un CCUE sera établi préalablement à la mise en œuvre de la zone, suivant les lignes directrices de la circulaire ministérielle du 29 janvier 2004;

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets, notamment en matière de gestion des eaux, de l'air, des déchets des mouvements de terre, de suivi des exploitations agricoles affectées par les projets, de mobilité et d'accessibilité, d'intégration paysagère et d'intégration de la végétation;

Considérant que le Gouvernement avait largement anticipé ces recommandations, d'abord en proposant au Parlement l'adoption de l'article 31bis du CWATUP, qui prévoit que les nouvelles zones d'activité économique feront l'objet d'un CCUE, ensuite en définissant le contenu de ce CCUE par la circulaire qu'il a adoptée le 29 janvier 2004;

Considérant que certaines des recommandations formulées par le CWEDD apportent des précisions qui paraissent opportunes, soit de façon générale, soit pour le présent projet, en fonction des caractéristiques qui viennent d'être décrites; qu'elles devront y être intégrées par le rédacteur du CCUE;

Considérant, en conséquence, que le CCUE devra en tout cas contenir les différents éléments ci-dessous énumérés :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier ce qui concerne les eaux usées et les risques potentiels d'inondation;
- les solutions d'isolement adéquates, en tenant compte des suggestions de l'étude d'incidences en vue de limiter au mieux les incidences négatives du projet sur les habitations voisines et notamment celles les plus sensibles (phasage, localisation des implantations,...);
- la vérification de la capacité géotechnique du sol et du sous-sol;
- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la sécurisation des espaces réservés à la circulation cycliste et piétonne, la manière la plus adéquate d'organiser les circulations à l'intérieur du site et les connexions avec les voies extérieures, en particulier la RN90 et la possibilité de le maintenir en l'état ou de modifier le tracé du RAVeL pour en assurer la continuité;

Conclusion

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements que le présent projet est le plus apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés par l'article 1 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à l'activité économique, dans le territoire de référence concerné;

Après délibération,

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Besluit :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte définitivement la révision du plan de secteur de Namur, qui comprend l'inscription, sur le territoire de la commune Sambreville (Moignelée) (planche 47/5N), d'une zone d'activité économique industrielle;

Art. 2. La prescription supplémentaire suivante, repérée *R 1.2, est d'application dans la zone d'activité économique inscrite au plan par le présent arrêté :

« Seules des entreprises dont l'acheminement des matières premières ou des produits finis se font par la voie d'eau et les entreprises qui leur sont auxiliaires peuvent être autorisées dans la zone d'activité économique industrielle repérée *R 1.2 ».

Art. 3. La révision est adoptée conformément au plan annexé.

Art. 4. Le CCUE, établi conformément à l'article 31bis du CWATUP, comprend en tout cas les différents éléments suivants :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier ce qui concerne les eaux usées et les risques potentiels d'inondation;
- les solutions d'isolement adéquates, en tenant compte des suggestions de l'étude d'incidences en vue de limiter au mieux les incidences négatives du projet sur les habitations voisines et notamment celles les plus sensibles (phasage, localisation des implantations,...);
- la vérification de la capacité géotechnique du sol et du sous-sol;
- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la sécurisation des espaces réservés à la circulation cycliste et piétonne, la manière la plus adéquate d'organiser les circulations à l'intérieur du site et les connexions avec les voies extérieures, en particulier la RN90 et la possibilité de le maintenir en l'état ou de modifier le tracé du RAVeL pour en assurer la continuité.

Art. 5. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale concernée.

L'avis de la CRAT est publié ci-dessous.

Avis relatif au projet de révision du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Sambreville (Moignelée) (planche 47/5n)

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de Développement de l'Espace Régional (S.D.E.R.) adopté par le Gouvernement, le 27 mai 1999;

Vu l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mai 1985 établissant le plan de secteur de Namur, notamment modifié par les Arrêtés du Gouvernement wallon des 29 février 1996 et 24 juillet 1997;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant provisoirement la révision des planches 47/5N du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Sambreville (Moignelée);

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers, les associations de personnes et les organismes d'intérêt public lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 octobre 2003 au 20 novembre 2003 inclus et répertoriées comme suit :

1. Port Autonome de Namur – J.X. VIGREUX
Place Léopold, 7
5000 NAMUR
2. V. TUDISCA – DAMS (2 signataires)
Rue E. Vandervelde, 86
5060 MOIGNELEE
3. A. DEVILLEZ - STIERNON
Rue E. Vandervelde, 70
5060 MOIGNELEE
4. Monsieur et Madame CAVILLOT - DEVILLEZ
Rue E. Vandervelde, 68
5060 MOIGNELEE
5. M.& FICHERAULLE (et 210 autres signataires)
Rue E. Vandervelde, 16
5060 MOIGNELEE
6. A. BALDRIN
Rue E. Vandervelde, 93a
5060 MOIGNEE
7. E. BRACCHI - FOURNIER
Rue E. Vandervelde, 73
5060 MOIGNELEE
8. Monsieur et Madame RAMPULLA - RIZZO
Rue E. Vandervelde, 77
5060 MAGNELEE
9. C. RIZZO – BRACCHI
Rue E. Vandervelde, 66
560 MAGNELEE
10. E. DUYTSCHAEVER – CSC Namur – Basse Sambre
Rue Romedenne, 15
5600 Auvelais

Vu l'avis favorable du Conseil communal de Sambreville en date du 18 décembre 2003;

Vu le dossier d'enquête publique transmis le 5 janvier 2004 par Monsieur M. FORET, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement à la Commission Régionale d'Aménagement du Territoire et mis à la disposition des membres de sa section Aménagement normatif;

Vu les situations juridiques et existantes du secteur;

La Commission Régionale d'Aménagement du Territoire émet en date du 5 mars 2004 un avis défavorable à la modification de la planche 47/5N du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de 12,4ha et d'une zone d'espaces verts de 2,5ha à Moignelée sur le territoire de la commune de Sambreville.

La CRAT assortit son avis des considérations suivantes :

I. Considérations générales

1. La problématique des ports autonomes

La CRAT constate que d'une manière générale, les projets déposés par les ports autonomes posent question.

Contrairement aux intercommunales de développement, les ports autonomes n'ont pu déposer des projets appuyés sur une étude socio-économique préalable, ce qui explique que les études d'incidences qui leur sont consacrées, présentent pour la plupart des lacunes importantes.

Or, la voie d'eau constitue pour la Région wallonne, un atout de développement qu'elle ne peut négliger.

La note du Ministre J. DARAS, distribuée lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 13 janvier dernier concernant « Le Schéma de Développement intégré des Réseaux et Terminaux de Fret en Région wallonne » évoque la nécessité de disposer de terrains mouillés.

Il y est écrit à la page 2 du document :

« La voie d'eau est un atout majeur pour la Wallonie, d'une part parce que le réseau fluvial à grand gabarit irrigue le bassin industriel wallon et le relie au port d'Anvers, de Rotterdam, de Dunkerque et de Zeebrugge (ce qui évite de dépendre d'un seul port) et d'autre part parce qu'il existe le long de la voie d'eau des réserves de capacité.

La voie navigable a donc un rôle primordial à jouer aussi bien pour la liaison avec les ports que pour interconnecter à moindres coûts les différents sites logistiques. (extrait du point 4.2 Le renforcement et l'intégration des réseaux de transports fluviaux et ferroviaires) ».

On peut également lire dans la suite du document :

« 4.3 la réservation de terrains mouillés et embranchés pour l'accueil d'activités logistiques.

Pour pouvoir capter 600.000 TEU, conformément à l'objectif énoncé, il est nécessaire de réserver 1.120ha pour l'accueil d'activités logistiques (Centres de Distributions Européens...) répartis sur la Wallonie. Ces terrains doivent être des terrains embranchés et/ou mouillés à réserver dans une proportion majoritaire en région liégeoise.

Dans ce scénario, les terminaux qui devraient être privilégiés sont :

- Les terminaux tri-modaux :
 - Le terminal existant de Renory (60.000 TEU)
 - Le terminal de Charleroi Châtelet (140.000 TEU)
- Un terminal actuellement bimodal (rail-route) et prochainement Trimodal
 - Un nouveau terminal situé à Hermalle-sous-Argenteau (150.000 TEU)
- Un quatrième terminal pourrait être envisagé à Tubize.

Ce site permet effectivement la trimodalité (Canal Bruxelles-Charleroi) et se situe à proximité immédiate de la Région Bruxelloise. De plus, l'utilisation du canal depuis Anvers ne suppose un passage que de 7 écluses. Cependant des inconvénients importants devraient être levés : faible tirant d'air sur le canal, trafic voyageurs importants... »

La CRAT estime qu'au travers des réflexions contenues dans ce document, le Ministre J. Daras a jeté les bases d'une réflexion stratégique similaire à celle qui a été menée pour le redéploiement des zones d'activité économique des intercommunales.

Il convient donc, avant d'envisager l'inscription de nouvelles zones d'activité économique le long de la voie d'eau de disposer d'un inventaire de toutes les zones d'activité économique et de toutes les zones d'aménagement différé à caractère industriel existantes, d'analyser leur situation par rapport au choix des terminaux et de voir si certaines ne doivent pas être désaffectées au profit d'autres sites.

Enfin, la CRAT estime que dans un souci du respect du prescrit de l'article 1^{er} du CWATUP, la prescription supplémentaire R1.2 doit être d'application sur toutes les zones d'activité économique situées le long d'une voie d'eau navigable, à savoir :

« Seules des entreprises dont l'acheminement des matières premières ou des produits finis se fait par la voie d'eau et les entreprises qui leur sont auxiliaires, peuvent être autorisées dans la zone d'activité économique industrielle *R1.2 ».

2. Le projet de Moignelée

2.1 Les besoins

La CRAT constate que l'étude d'incidences mentionne que 58ha des 139ha gérés par le Port Autonome de Namur (PAN) sont encore disponibles.

Or, celle-ci a évalué les besoins à l'horizon 2013, sur base d'une extrapolation linéaire des superficies concédées par le PAN depuis 1980 et aboutit à 38ha.

La CRAT en conclut que les besoins sont déjà rencontrés.

2.2 La localisation

La CRAT note que le site retenu était occupé par un terriil, le terriil Bonne Espérance n°1, qui a fait l'objet d'une exploitation partielle par la S.A. Seawater.

Le terriil est pratiquement arasé mais des remblais ont été effectués sur l'ensemble du site.

Les habitations de la rue E. Vandervelde surplombent le site et se trouvent dans l'axe des vents dominants.

Les réclamants sont tous opposés au projet – à l'exception du P.A.N – et se sentent abandonnés par les autorités publiques. Certains se demandent « pourquoi Moignelée doit-il être la poubelle de tout le monde ».

En effet, en mai 1988, le site a fait l'objet d'un permis d'exploiter dans le cadre du décret de 1985 relatif à la valorisation des terriils. L'exploitation du terriil avait fait l'objet d'une négociation avec le voisinage et avait été acceptée sous réserve d'un aménagement du site en parc.

Des réclamants demandent ce qu'est devenu le cautionnement imposé par le permis et qui devait assurer un aménagement minimum.

Ils réaffirment leur volonté d'y voir créer un espace vert avec reboisement et réalisation de sentiers pour la promenade.

2.3 Les nuisances

La CRAT prend acte du refus des réclamants de devoir à nouveau subir les nuisances de pollution et de bruit qui seraient liées à la mise en œuvre du site en zone d'activité économique industrielle. Ils aspirent au calme et réclament des autorités communales qu'elles respectent leurs engagements.

2.4 La qualité de l'étude d'incidences

L'étude d'incidences a été réalisée par le bureau d'études AGORA dûment agréé pour ce type de projet.

La CRAT estime l'étude peu satisfaisante. Si elle reconnaît que l'auteur de projet ne disposait que de peu d'éléments socio-économiques pour la réaliser, il n'en demeure pas moins qu'elle comporte des lacunes et des faiblesses importantes.

Ainsi, il n'y a pas d'analyse réelle de la demande en terrains mouillés.

Le chapitre accessibilité est des plus succincts...

En matière d'aménagement du territoire, l'étude fait référence à des documents en cours d'élaboration (S.S.C et P.C.M), au projet URBAN mais ne fait pas la liaison entre ceux-ci et le projet.

La cartographie est de très mauvaise qualité. Les photos sont reproduites en noir et blanc.

Le document a été mal relu ou ne l'a pas été du tout.

L'étude a été menée à son terme parce que cela était imposé à son auteur alors qu'à partir du moment où l'absence de besoins était démontrée, il eût fallu l'arrêter.

II. Considérations particulières

1 Port Autonome de Namur

Il est pris acte du soutien au projet et des remarques qui l'accompagnent. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête dans les considérations générales.

La CRAT ne peut admettre de voir la prescription supplémentaire *R1.2 appliquée uniquement sur une bande de 30 ou 50 m de profondeur car cela aurait pour conséquence d'organiser la concurrence entre deux opérateurs économiques publics intervenant sur le même territoire à savoir d'une part l'Intercommunale de développement économique et d'autre part le Port Autonome.

2. V. TUDISCA – DAMS (2 signataires)

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la motivent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

3. A. DEVILLEZ - STIERNON

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la motivent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

4. Monsieur et Madame CAVILLOT - DEVILLEZ

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la motivent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

5. M. & FICHERAULLE (et 210 autres signataires)

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la motivent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

6. A. BALDRIN

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la motivent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

7. E. BRACCHI - FOURNIER

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la motivent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

8. Monsieur et Madame RAMPULLA - RIZZO

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la motivent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

9. C. RIZZO – BRACCHI

Il est pris acte de l'opposition au projet et des arguments qui la motivent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

Hors délai

10 UYTSCHAEVER – CSC Namur – Basse Sambre

Il est pris acte du soutien au projet et de la proposition de supprimer la zone d'espaces verts Ouest pour permettre le déploiement des activités sur l'ensemble du site.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2004/27133]

22. APRIL 2004 — Erlass der wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans von Namür zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebietes auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville (Moignelée) (Karte 47/5N)

Die wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 30, 35, 37, 41 bis 46 und 115;

Aufgrund des Entwicklungsplans des Regionalen Raums (SDER), der von Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedet worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Mai 1985 zur Festlegung des Sektorenplans von Namür, insbesondere abgeändert durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 1996 und 24. Juli 1997;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan von Namür einer Revision zu unterziehen ist und mit dem der Vorentwurf zur Abänderung des Plans zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebietes auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville (Moignelée) (Karte 47/5N) angenommen wurde;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regierung vom 18. September 2003, mit dem der Entwurf der Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebietes auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville (Moignelée) (Karte 47/5N) angenommen wurde;

Aufgrund der Beanstandungen und Bemerkungen anlässlich der öffentlichen Befragung vom 7. Oktober bis zum 20. November 2003 in Sambreville, die sich auf folgende Themen beziehen:

- Aufrechterhaltung der Grünflächen aufgrund der Genehmigung zur Aufwertung der Halde von Bonne-espérance von 1998, in dem die Umsetzung vorgesehen wird
- Umweltbelastigungen
- Abtrennumkreis der Grünflächen;
- Zusatzvorschrift R 1.2.;
- Zuschüsse;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Gemeinderates von Sambreville vom 18. Dezember 2003;

Aufgrund der ungünstigen Stellungnahme zur Revision des Sektorenplans von Namür zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebietes auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville (Moignelée) der CRAT vom 5. März 2004;

Aufgrund der ungünstigen Stellungnahme des Wallonischen Umweltrates für Nachhaltige Entwicklung vom 4. März 2004;

Bestätigung der Verträglichkeitsprüfung

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Beschluss vom 18. September 2003 festgehalten hat, dass die Verträglichkeitsprüfung alle zur Einschätzung der Notwendigkeit und der Angemessenheit des Entwurfes notwendigen Elemente enthält und sie deshalb als vollständig betrachtet hat;

In der Erwägung, dass der CWEDD die Verträglichkeitsprüfung für unzureichend betrachtet;

In der Erwägung jedoch, dass die Verträglichkeitsprüfung die Vorschriften von Artikel 42 des CWATUP und des Lastenheftes einhält; dass die Regierung ausreichend informiert ist, um mit Sachkenntnis zu urteilen;

Für den Bedarf angemessener Entwurf

In der Erwägung, dass das Ziel der Regierung darin besteht, kurzfristig den Bedarf an für die wirtschaftlichen Aktivitäten notwendigen zusätzlichen Raum bis zum Jahr 2010 zu erfüllen;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage des Berichtes vom 23. November 2001 der DGEE und der entsprechenden Analyse die Regierung in ihrem Erlass vom 18. Oktober 2002 davon ausgeht, dass das Einzugsgebiet des Autonomen Hafens von Namür (PAN) aus seinem geographischen Aktivitätskreis besteht und global einen Bedarf aufweist, der auf der Grundlage der im Laufe des Jahres 2001 nicht erfüllten Bedürfnisse, der in den letzten zehn Jahren durchgeführten Konzessionen einerseits und des verfügbaren Restgebietes andererseits identifiziert wird.

In der Erwägung, dass die Verträglichkeitsprüfung diese Analyse in Frage stellt; im Bezugsgebiet, dessen Abgrenzung nicht in Frage gestellt wird, ist das Vorhandensein und das Ausmaß der sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse in dem von der Regierung festgelegten Zeitrahmen nicht bestätigt worden;

In der Erwägung, dass die CRAT und der CWEDD sich der Analyse des Autors der Verträglichkeitsprüfung anschließen, wobei der CWEDD ganz besonders unterstreicht, dass sich gegenüber dem Gelände Grundstücke befinden, die in ein Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter eingetragen sind;

In der Erwägung jedoch, dass die jüngste Inbetriebnahme des Lifes von Strépy-Thieu die Verbindungen mit den Meereshafen von Dünkirchen und Gent vereinfachen wird und dass somit die im Autonomen Hafen von Namür behandelten Tonnagen erheblich steigen werden;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der in ein Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter eingetragenen Grundstücke festgestellt werden muss, dass sie sich im Privatbesitz eines Unternehmens befinden, das später hier seine Aktivitäten entwickeln will; dass diese Grundstücke also nicht vom öffentlichen Betreiber eingesetzt werden können;

In der Erwägung, dass gleichzeitig für die Untersuchung der Nachhaltigkeit der Antworten in diesem Erlass auf die Bedürfnisse des Autonomen Hafens von Namür der Wille der Regierung berücksichtigt werden muss, rund 13 Hektar in Florefeu (Floriffoux) und rund 3 Hektar in Namür (Malonne) in ein industrielles Gewerbegebietes, das den Aktivitäten des Autonomen Hafens vorbehalten wird, einzutragen, so dass die Fläche der neuen, diesen Aktivitäten gewidmeten Räume auf (28) 15 Hektar gebracht werden.

Bestätigung des Entwurfs

In der Erwägung, dass der Flusstransport in der Wallonie eine erhebliche Steigerung der Aktivitäten erlebt, und von 22 Millionen auf- und abgeladenen Tonnen im Jahr 1990 auf rund 35 Millionen Tonnen im Jahr 2000 gestiegen ist; das heißt eine Steigerung von beinahe 60 %; dass die Entwicklung des Warentransportes und vor allem des Containerverkehrs neue Potentiale für den Flussverkehr über seine klassischen Aktivitäten des Transportes von Schwergut hinaus hervorhebt; dass die Flusshäfen von Natur her an Wasserstraßen entlang eingerichtet werden müssen, und zwar an den Stellen, die am besten für ihre Funktion als Kommunikationsknoten geeignet sind, laut Definition im SDER; dass der kurvige Flusslauf der Sambre die Ansiedlungsmöglichkeiten der Beladungspunkte erheblich eingeschränkt; dass das vorliegende Gebiet vom technischen Standpunkt her eine Ansiedlung ermöglicht; dass vorher hier bereits ein Beladungspunkt vorhanden war;

In der Erwägung, dass die Verträglichkeitsprüfung davon ausgeht, dass die Option des Vorentwurfes des Abänderungsplans trotz fehlender Bedürfnisse im Einzugsgebiet begründet sein kann, da hier die Eintragung eines industriellen Gewerbegebietes von 12 Hektar Fläche im Gebiet der Gemeinde Sambreville vorgesehen ist;

Untersuchung der Ansiedlungsvarianten

In der Erwägung, dass laut Artikel 42, Absatz 2, 5° des Wallonischen Gesetzbuches und des Sonderlastenheftes die Verträglichkeitsprüfung auch nach Alternativen gesucht hat; dass diese Alternativen sich auf die Ansiedlung, die Abgrenzung oder die Umsetzung des in den Entwurfs des Sektorenplans einzutragenden Gebietes beziehen können;

In der Erwägung, dass keine Ansiedlungsvariante hervorgehoben werden konnte;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Meinung ist, dass der Entwurf in das Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter auf der anderen Seite der Wasserstraße angesiedelt werden sollte, statt den größten Teil der Grünzonen aufzuheben;

In der Erwägung jedoch, dass wie oben gesagt die im Bauerwartungsgebiet eingetragenen Grundstücke nicht vom öffentlichen Betreiber ausgenutzt werden können, da er nicht der Eigentümer ist, dass diese Grundstücke einem Privatunternehmen gehören;

Untersuchung der Abgrenzungs- und Umsetzungsvarianten

In der Erwägung andererseits, dass die Verträglichkeitsprüfung keine Abgrenzungsvariante vorgeschlagen hat;

In der Erwägung, dass sich aus dieser Vergleichsstudie also ergibt, dass die einzige Lösung zur Erfüllung der von der Regierung festgehaltenen Ziele der ursprüngliche Entwurf ist;

Berücksichtigung der allgemeinen Empfehlungen des Wallonischen Umweltrates für Nachhaltige Entwicklung (CWEDD)

In der Erwägung, dass der CWEDD in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe von allgemeinen Bemerkungen über das Revisionsverfahren und allgemeine Empfehlungen über die eventuelle Umsetzung des Entwurfes abgegeben hat;

In der Erwägung, dass er an erster Stelle denkt, dass die Bewertung für die Umsetzung des vorrangigen Plans nur dann nachhaltig sein kann, wenn die Ansiedlung der Infrastrukturen mit einer neuen Verträglichkeitsprüfung für die Unternehmensgruppen einhergeht; dass er fordert, dass bei der Ansiedlung von Unternehmen eine Umweltbewertung pro Belegungsphase des Aktivitätsgebietes durchgeführt wird, damit eine globale Vision entstehen kann;

In der Erwägung, dass der CCUE, dessen Durchführung durch Artikel 31bis des CWATUP vorgeschrieben wird, eine Gültigkeitsdauer von höchstens 10 Jahren hat; dass mit seiner Erneuerung unbedingt eine neue Untersuchung der Lage notwendig wird und dass die Bestimmungen der praktischen Entwicklung und den zusätzlichen Angaben, die in der Zwischenzeit gesammelt worden sind, angepasst werden können; dass diese erneute Prüfung gegebenenfalls die Gelegenheit bietet, die Verfahren zur Zuweisung oder die Zuweisungsveränderung, die angebracht erscheinen, zu beginnen; dass dieses Verfahren es also ermöglicht, die vom CWEDD gemachten Vorschläge in Betracht zu ziehen;

In der Erwägung, dass der CWEDD ferner an seine Empfehlungen über die Beziehung zwischen Mobilität, Verkehr und Raumordnung erinnert; dass er sich über die Auferlegung über den CCUE der Durchführung eines Mobilitätsplans erfreut, mit dem die Benutzung der sanften Verkehrsmittel und des öffentlichen Verkehrs gefördert wird; dass er darauf drängt, dass die Fußgänger und Radfahrer in den neuen Gewerbegebieten geschützt werden;

In der Erwägung, dass dieser Vorschlag angebracht erscheint; dass vorgeschrieben werden muss, dass diese Sicherung zu den Zwängen des CCUE gehören;

In der Erwägung, dass ferner der Wunsch, dass die neuen Gewerbegebiete auch vom öffentlichen Verkehr bedient werden, nicht mit der von der Regierung geführten Politik im Widerspruch steht; dass das Netz der wallonischen TEC so organisiert ist, dass die wichtigen Orte des Gebietes, in denen Verkehr entsteht, bedient werden, und dass dieser Verkehr, vor allem ein Straßenverkehr, sich einfach der Entwicklung der Orte, die diesen Verkehrsstrom verursachen, anpassen kann, ohne erhebliche Investitionen; dass andererseits aufgrund der strukturellen Kosten die Eisenbahn nur für lange Strecken und hohe Volumen eine nachhaltige Lösung für das Mobilitätsproblem darstellt; dass für den meist individuellen Verkehrsbedarf der KMU, die sich in den zu schaffenden Gewerbegebieten ansiedeln werden, die Eisenbahn nur in Kombination mit anderen Verkehrsmitteln benutzt werden kann, die vor allem die Straße benutzen; dass deshalb die Intermodalität Eisenbahn-Straße, die in die vom CCUE auferlegten Mobilitätsplänen integriert wird, es ermöglicht, die vom CWEDD definierten Ziele der nachhaltigen Mobilität zu erfüllen;

Besondere Betrachtungen

In der Erwägung, dass ebenfalls folgende Sonderelemente berücksichtigt werden müssen:

- Ganze oder teilweise Aufrechterhaltung der Grünflächen

Einige Beschwerdeführer haben die Streichung eines großen Teils der Grünflächen angeklagt, die augenblicklich das Gelände bedecken und die vorgeschrieben worden waren, um die Rehabilitierung des Geländes nach Aufwertung der dort anwesenden Halde zu ermöglichen.

Aus der Verträglichkeitsprüfung hat sich ergeben, dass die Aufwertung der Halde heute abgeschlossen ist, dass die Halde beinahe völlig abgetragen wurde und das Gebiet neu bepflanzt worden ist;

Dementsprechend kann man also nicht davon ausgehen, dass die tatsächliche Lage mit der Eintragung in ein Grüngelände im Sektorenplan einhergeht;

Die Umsetzung des Gebietes stellt also keine Beeinträchtigung einer Grünfläche da, welche die Aufrechterhaltung, den Schutz und die Regeneration der Umwelt ermöglicht und zur Bildung der Landschaften beiträgt und einen angemessenen pflanzlichen Übergang zwischen Gebieten, deren Bestimmungen nicht vereinbar sind, ermöglichen, im Sinne von Artikel 37 des CWATUP;

Die Grünfläche wird teilweise in der notwendigen Abtrennmaßnahme der anliegenden Wohngebiete aufrecht erhalten.

- Umweltbelastigungen

Einige Beschwerdeführer haben ihre Sorgen vor den Lärm-, Sicht- und Geruchsbelastigungen, die mit dem Entwurf entstehen könnten, geltend gemacht.

Wie bereits oben gesagt wird die Aufrechterhaltung eines Teils der Grünflächen die Abtrennung der Wohngebiete ermöglichen.

Ferner werden im CCUE die angemessenen Abtrennlösungen untersucht, wobei die Vorschläge der Verträglichkeitsprüfung zur Einschränkung der negativen Auswirkungen auf die benachbarten Wohnungen und ganz besonders der sehr empfindlichen berücksichtigt werden (Phaseneinteilung, Ansiedlung der Betriebe...):

- Wasserhaushalt

Hinsichtlich der Überschwemmungsprobleme hat die Verträglichkeitsprüfung unterstrichen, dass ein Teil des Geländes manchmal überschwemmt wird. Dieses Phänomen würde nicht unbedingt mit der Konfiguration des Ortes zusammenhängen, sondern eher mit einer schlechten Verwaltung der Abwässer. Die Eigenschaften der zu besiedelnden Grundstücke werden also nicht in Frage gestellt.

Hinsichtlich der Abwässer hat die Verträglichkeitsprüfung Empfehlungen ausgedrückt, die bei der Aufstellung des CCUE untersucht werden. IM CCUE wird ein angemessenes System für die korrekte Klärung der Abwässer des Gebietes festgelegt.

- Physische Einschränkungen

Der Autor der Verträglichkeitsprüfung hat die Anwesenheit von Steinkohlekonzessionen auf dem Gebiet festgestellt.

Im CCUE werden die möglichen Gebiete festgehalten.

- Spezialisierung des Gebietes

Trotz der Beschwerden über die Aufhebung der Zusatzvorschrift R 1.2 entspricht der Entwurf der Option VI 3 des SDER, in dem die Förderung der Wasserstraßen als Hauptpol für den Warentransport empfohlen wird, und dem Artikel 1 des CWATUP, in dem eine strenge Verwaltung des Bodens vorgeschrieben wird.

Die CRAT hat ferner die Notwendigkeit der Vorschrift aufgegriffen.

- Zugänglichkeit des Geländes und Aufrechterhaltung des bestehenden RAVeL

Hinsichtlich der Zugänglichkeit zum Gelände wird im CCUE untersucht, wie am Besten der Verkehr im Inneren des Geländes und die Verbindung mit den außenliegenden Straßen, vor allem die RN90 organisiert werden können.

Hinsichtlich RAVeL wird im CCUE die Möglichkeit untersucht, wie die Strecke aufrechterhalten oder verändert werden kann, damit die Kontinuität des RAVeL gewährleistet wird.

Begleitmaßnahmen

In der Erwägung, dass Artikel 46, § 1, Abs. 2, 3° des CWATUP vorsieht, dass die Eintragung eines neuen Gewerbegebietes entweder mit der Neuzuweisung der nicht benutzten Gewerbegebiete oder mit der Annahme von günstigen Maßnahmen für den Umweltschutz oder mit einer Verbindung dieser beiden Begleitmaßnahmen einhergeht.

In der Erwägung, dass die Begleitmaßnahmen einerseits der Umweltqualität des Umkreises, welcher der Verstärkung gewidmet ist, und andererseits dem objektiven Beitrag dieser Begleitmaßnahmen entsprechen müssen.

In der Erwägung, dass die Rehabilitierung der verlassenen Gewerbegebiete ein wichtiger Teil der umweltgebundenen Begleitmaßnahmen darstellt;

In der Erwägung, dass die Regierung im Rahmen der Begleitmaßnahmen zur vorliegenden Revision des Sektorenplans die Neuzuweisung von gewissen verlassenen Gewerbegebieten vorsieht;

In der Erwägung, dass in der Bewertung des Verhältnisses zwischen den Begleitmaßnahmen und dem Entwurf der Eintragung eines neuen Gewerbegebietes es vernünftig ist, einerseits die unterschiedlichen Auswirkungen der Rehabilitierung der verlassenen Gewerbegebiete entsprechend ihrer Ansiedlung und ihrer Verseuchung und andererseits die Umweltauswirkungen der Schaffung eines neuen Gewerbegebietes, die je nach Eigenschaften und Situation anders sind, zu berücksichtigen; dass dementsprechend unter Einhaltung des Grundsatzes der Proportionalität eine schwere Rehabilitierung mehr Gewicht hat als die Rehabilitierung eines weniger verschmutzten Geländes, dass die Auswirkungen der umweltfreundlichen Maßnahmen entsprechend der zu erwartenden Folgen bewertet werden müssen und dass diese Maßnahmen wichtiger sein müssen als die Schaffung eines neuen Geländes, mit weniger Auswirkungen auf die Umwelt.

In der Erwägung, dass hier, da keine Elemente vorliegen, die eine objektive Bewertung der Faktoren zur vollständigen Einschätzung dieser Gewichte und Auswirkungen ermöglichen, die Regierung es für angebracht hält, um die Bestimmungen von Artikel 46, § 1, Abs. 2, 3° des CWATUP einzuhalten in der Sorge, so weit dies vernünftigerweise möglich ist, die Neuzuweisung der verlassenen Gewerbegebiete zu fordern, eine strenge Auslegung dieses Textes anzunehmen und einen Schlüssel einzuhalten, der ungefähr einen Quadratmeter Neuzuweisung des verlassenen Gewerbegebietes mit einem Quadratmeter nicht besiedelbaren Raumes, der der wirtschaftlichen Aktivität vorbehalten wird, gleichsetzt (unter Abzug jedoch der bereits der wirtschaftlichen Aktivitäten zugewiesenen Flächen, die in nicht besiedelbaren Gebieten klassiert werden);

In der Erwägung, dass die in Artikel 46, § 1, Abs. 2, 3° des CWATUP vorgesehene Begleitung auf regionaler Ebene eingeschätzt werden kann; dass der vorliegende Entwurf sich in einen prioritären Plan einschreibt, der dazu dient, die gesamte Region mit neuen Flächen auszustatten, die der wirtschaftlichen Aktivität vorbehalten sind, so dass der oben genannte Schlüssel also auf globale Weise angewandt werden kann, wobei der Ausgleich zwischen den verschiedenen Flächen aus nicht verstärkter Gebieten erfolgen kann, um wirtschaftliche Aktivitäten zu ermöglichen (unter Abzug der bereits der wirtschaftlichen Aktivität zugewiesenen Gebiete, die erneut in nicht verstärkter Gebiete klassiert worden sind) einerseits und den gesamten Flächen der verlassenen Gewerbegebieten andererseits.

In der Erwägung jedoch, dass in der Sorge einer gerechten geographischen Aufteilung es angebracht erscheint, dass darauf geachtet werden muss, dass die neuen Räume, die vom Prioritätsplan der wirtschaftlichen Aktivität vorbehalten sind, auf das gesamte Gebiet der Region verteilt sind, dass die verlassenen Gewerbegebiete auch gleichmäßig verteilt werden;

In der Erwägung, dass die Region, um dieses Ziel zu erfüllen, in fünf ausgeglichene und geographisch homogene Sektoren aufgeteilt worden ist; dass dieser Entwurf also für eine Projekteinheit gilt (Sambreville – Tamines, Namur – Rhisnes – Suarlée, Namur – Bouge – Champion, Chimay – Baileux, Namur – Malonne et Sambreville – Moignelée);

In der Erwägung, dass die Regierung als Begleitmaßnahmen die Neuzuweisung folgender Gelände vorsieht:

— ANDENNE	Brenner
— ANDENNE	Carrières et fours à chaux Deceuninck
— ANHEE	Usine à cuivre de Rosée
— BRAIVES	Moulin Hosdent
— BRAIVES	Etablissements Brichart
— CHIMAY	Laiterie des Forges
— CINEY	Pharmacies populaires E.P.C. Familia
— CINEY	Château Chaput
— COUVIN	Usines Donnay
— COUVIN	Brasserie St-Antoine
— COUVIN	Agence en douane de Brûly
— DINANT	Centre de Formation Patria
— DINANT	Lainière La Dinantaise
— DINANT	Filature de Bouvignes
— FERNELMONT	Fours électriques
— FLOREFFE	Glaceries St-Roch
— GEDINNE	Scierie Buchholtz
— GEMBLoux	Coutellerie Pierrard
— GEMBLoux	Coutellerie Chapelle Marion
— GEMBLoux	Ateliers Colson
— HASTIERE	Gare d'Hastière
— MOMIGNIES	Scierie Degive
— NAMUR	Imprimerie AMP
— NAMUR	Scierie Humblet
— NAMUR	Etablissements Pâque
— NAMUR	Moulin A.C.B.I.
— NAMUR	Pâques
— ROCHEFORT	Atelier des locomotives
— ROCHEFORT	Scierie Devillers
— VIROINVAL	Fours à chaux

— VIROINVAL	Fours à chaux de Nismes
— YVOIR	Etablissement Tasiaux
— YVOIR	Carrière la Rochette
— MONT-SAINT-GUIBERT	Papeteries de Mont-St-Guibert I
— BINCHE	Abattoir
— BINCHE	Lavoir du Centre
— TUBIZE	Clabecq (sud)

die eine gleiche Fläche darstellen;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der für den Umweltschutz günstigen Maßnahmen die CWEDD unterstreicht, dass Artikel 46, § 1^{er}, Absatz 2, 3^o des CWATUP es nicht ermöglicht, Schutzmaßnahmen einzuführen, die unter Anwendung entweder des CWATUP oder einer anderen gültigen Gesetzgebung auferlegt werden müssen; dass die Regierung jedoch unterstreichen will, dass sie im Sinne des Umweltschutzes neben der Umsetzung des Pioritätsplans, in dessen Rahmen der vorliegende Erlass sich einträgt, einen neuen Artikel 31*bis* des CWATUP eingeführt hat, der vorsieht, dass jedes neue Gewerbegebiet von einem CCUE begleitet werden muss, der die Übereinstimmung des Gebietes mit der Umwelt vorsieht;

In der Erwägung, dass die von diesem Artikel auferlegte Pflicht demnach mehr als erfüllt ist;

CCUE

In der Erwägung, dass kraft Artikel 31 des CWATUP ein CCUE vor der Umsetzung des Gewerbegebietes aufgestellt werden muss, entsprechend der Leitlinien des Ministerrundschreibens vom 29. Januar 2004;

In der Erwägung, dass der CWEDD in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe von allgemeinen Empfehlungen über die eventuelle Umsetzung des Entwurfes ausgedrückt hat, insbesondere im Bereich der Wasserverwaltung, der Abfälle der Erdbewegungen, der Verfolgung der landwirtschaftlichen Nutzung, die von diesem Entwurf beeinflusst wird, der Mobilität und der Zugänglichkeit, der landschaftlichen Integration und der Integration in die Vegetation;

In der Erwägung, dass die Regierung diesen Empfehlungen vorgegriffen hat, zuerst durch Vorschlag an das Parlament, Artikel 31*bis* des CWATUP zu verabschieden, der ein CCUE vorsieht, und danach durch die Definition des Inhaltes dieses CCUE im Rundschreiben vom 29. Januar 2004;

In der Erwägung, dass gewisse Empfehlungen des CWEDD Präzisierungen beibringen, die angebracht erscheinen, entweder auf allgemeiner Ebene oder für den vorliegenden Entwurf, entsprechend der darin beschriebenen Eigenschaften; dass sie deshalb vom Autor des CCUE berücksichtigt werden müssen;

In der Erwägung dementsprechend, dass der CCUE auf jeden Fall folgende Elemente enthalten muss:

- Maßnahmen für eine angemessene Verwaltung der Gewässer, insbesondere hinsichtlich der Abwässer und der potentiellen Überschwemmungsrisiken;
- angemessene Abtrennlösungen, unter Berücksichtigung der Vorschläge in der Verträglichkeitsprüfung zur Einschränkung der negativen Auswirkungen des Entwurfes auf die benachbarten Wohnungen und besonders der ganz empfindlichen (Einteilung in Phasen, Ansiedlung der Betriebe,...);
- die Überprüfung der geotechnischen Kapazitäten des Bodens und des Untergrundes;
- Maßnahmen bzgl. der internen und externen Mobilität des Gebietes der Güter und Personen, einschließlich die Absicherung der den Fußgängern und Radfahrern vorbehaltenen Räume; die beste Weise zur Organisation des Verkehrs im inneren des Geländes und der Verbindung mit den außenliegenden Wegen, insbesondere der RN90 und die mögliche Aufrechterhaltung oder Abänderung des Streckenverlaufs des RAVeL zur Absicherung seiner Kontinuität;

Schlussfolgerung

In der Erwägung, dass sich aus allen Entwicklungen ergibt, dass der vorliegende Entwurf am besten in der Lage ist, unter Einhaltung der im Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über Raumordnung, Städtebau und Kulturerbe, den Raumbedarf für die wirtschaftlichen Aktivitäten im betroffenen Bezugsgebiet zu erfüllen;

Nach Beratung,

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung, Städtebau und Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verabschiedet endgültig die Revision des Sektorenplans von Namür, der die Eintragung im Gebiet der Gemeinde Namür (Moignelée) (Karte 47/5N) eines industriellen Gewerbegebietes vorsieht

Art. 2 - Folgende zusätzliche Vorschrift *R 1.2 gilt für das durch vorliegenden Erlass eingetragene Gewerbegebiet:

«Lediglich diejenigen Betriebe, deren Rohstoffe oder Fertigprodukte über die Wasserstrassen befördert werden, und die Betriebe, die Hilfstätigkeiten zugunsten der erstgenannten ausführen, sind in dem "R 1.2" gekennzeichneten industriellen Gewerbegebiet zugelassen».

Art. 3 - Die Revision wird entsprechend des Plans in der Anlage verabschiedet.

Art. 4 - Der CCUE, der laut Artikel 31*bis* des CWATUP aufgestellt wird, enthält auf jeden Fall folgende Elemente:

- Maßnahmen für eine angemessene Verwaltung der Gewässer, insbesondere hinsichtlich der Abwässer und der potentiellen Überschwemmungsrisiken;
- angemessene Abtrennlösungen, unter Berücksichtigung der Vorschläge in der Verträglichkeitsprüfung zur Einschränkung der negativen Auswirkungen des Entwurfes auf die benachbarten Wohnungen und besonders der ganz empfindlichen (Einteilung in Phasen, Ansiedlung der Betriebe,...);
- die Überprüfung der geotechnischen Kapazitäten des Bodens und des Untergrundes;
- Maßnahmen bzgl. der internen und externen Mobilität des Gebietes der Güter und Personen, einschließlich die Absicherung der den Fußgängern und Radfahrern vorbehaltenen Räume; die beste Weise zur Organisation des Verkehrs im inneren des Geländes und der Verbindung mit den außenliegenden Wegen, insbesondere der RN90 und die mögliche Aufrechterhaltung oder Abänderung des Streckenverlaufs des RAVeL zur Absicherung seiner Kontinuität;

Art. 5 - Der Minister für Raumordnung ist mit der Umsetzung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namür, 22. April 2004.

Der Ministerpräsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister für Raumordnung, Städteplanung und Umwelt
M. FORET

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue des Brigades d'Irlande 1 in 5100 Jambes, und bei der betroffenen Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

Das Gutachten des CRAT ist hiernach veröffentlicht.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2004/27133]

22 APRIL 2004. — **Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het ontwerp van herziening van het gewestplan van Namen met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Moignelée) (blad 47/5N)**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, o.a. artikel en 22, 23, 30, 35, 37, 41 tot 46 en 115;

Gelet op het Schéma de développement de l'espace régional (SDER) goedgekeurd door de Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve 14 mei 1985 tot vaststelling van het gewestplan van Namen, o.m. gewijzigd door de besluiten van de Waalse Regering van 29 februari 1996 en 24 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 tot besluit van de herziening van het gewestplan van Namen et tot goedkeuring van voorontwerp van wijziging van plan met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Moignelée) (plaat 47/5N);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003 tot goedkeuring van het ontwerp van herziening van het gewestplan van Namen met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Moignelée) (plaat 47/5N);

Gelet op de klachten en opmerkingen geuit tijdens het openbare onderzoek te Sambreville tussen 7 oktober en 20 november 2003 inbegrepen, aangaande volgende thema's :

- behoud van het groengebied omwille van de toelating tot valorisatie van de slakkenberg Bonne-espérance van 1998 die de toepassing bepaalde;
- milieuhinder;
- afzonderingsoppervlakte en groengebied;
- bijkomend voorschrift R 1.2.;
- subsidies;

Gelet op het gunstige advies van het gemeentebestuur van Sambreville van 18 december 2003;

Gelet op het ongunstige advies betreffende de herziening van het gewestplan van Namen met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Moignelée) (plaat 47/5N) uitgevaardigd door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening op 5 maart 2004;

Gelet op het ongunstige advies van de CWEDD (Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable) (tegenhanger Vlaamse MiNa-raad) op 4 maart 2004;

Validatie van het milieueffectenrapport

Overwegende dat, in haar beslissing van 18 september 2003, de Regering heeft gemeend dat in het milieueffectenrapport alle elementen stonden die noodzakelijk waren voor de beoordeling van de opportuniteit en de afstemming van het ontwerp, en heeft het dus als volledig beschouwd;

Overwegende dat de CWEDD meent dat de kwaliteit van het milieueffectenrapport onvoldoende is;

Overwegende dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening meent dat de kwaliteit van het milieueffectenrapport onvoldoende is en dat er lacunes en gebreken in staan;

Overwegende nochtans dat het milieueffectenrapport beantwoordt aan het artikel 42 van het CWATUP en van het lastenboek; dat de Regering voldoende is ingelicht om met kennis van zaken uitspraak te doen;

Afstemming van het ontwerp op de behoeften

Overwegende dat het de doelstelling van de Regering is, op korte termijn te voldoen aan de behoeften aan de geschatte nodige ruimte voor economische activiteit naar het jaar 2010 toe;

Overwegende dat op basis van een op 23 november 2001 door de Direction générale de l'économie et de l'emploi opgesteld verslag en de analyse die zij ervan heeft gemaakt, de Regering, via haar reeds vermelde besluit van 18 oktober 2002, heeft gemeend dat het referentiegebied van de Port autonome de Namur (PAN) (Haven van Namen) was samengesteld via zijn geografische activiteitsfeer en globaal gezien noden vertoonde, die op basis van in de loop van 2001 niet voldane aanvragen enerzijds, en op basis van de laatste tien jaar gerealiseerde concessies en het beschikbare saldo anderzijds waren geïdentificeerd.

Overwegende dat het milieueffectenrapport deze analyse in twijfel trekt : in het referentiegebied waarvan de afbakening niet wordt betwist, zijn het bestaan en de omvang van de socio-economische behoeften binnen het door de Regering bepaalde tijdsbestek, niet bevestigd :

Overwegende dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening en de CWEDD achter de analyse van de auteur van het milieueffectenrapport staan, waarbij de CWEDD wijst op de aanwezigheid tegenover de site van terreinen die in het gewestplan geklasseerd staan als gebied waarvan de bestemming niet is bestemd met industrieel karakter;

Overwegende nochtans dat het recent openstellen van de lift Strépy-Thieu de verbinding met de zeehavens van Duinkerken en Gent zal vergemakkelijken waardoor het tonnage behandelde goederen in de PAN gevoelig zal stijgen;

Overwegende dat wat betreft de terreinen geklasseerd als gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat met industrieel karakter, er moet worden vastgesteld dat die de privé-eigendom zijn van een bedrijf dat er later activiteiten wil kunnen ontwikkelen; dat die terreinen dus niet inzetbaar zijn voor de publieke operator;

Overwegende dat voor het onderzoek van de relevantie van de door voorliggend besluit voorgestelde antwoorden op de behoeften van de PAN, rekening moet worden gehouden met de wil van de Regering om als een industriële bedrijfsruimte, voorbehouden voor door de haven gegenereerde activiteiten, (ongeveer 13 hectare te Florefte (Floriffoux) en) zo'n 3 hectare in te schrijven te Namen (Malonne), wat de oppervlakte nieuwe ruimtes bestemd voor dergelijke activiteiten op (28) 15 hectare brengt;

Validatie van het ontwerp

Overwegende dat het vervoer over de waterweg in Wallonië gevoelig is toegenomen : van 22 miljoen ton gelost en geladen in 1990 naar 35 miljoen in 2000, wat een groei van bij 60 % betekent; dat de evoluties van het goederenvervoer en vooral het containervervoer nieuwe mogelijkheden openen voor het vervoer over de waterweg, naast het klassieke vervoer van massagoederen; dat de rivierhavens door hun aard, langs waterwegen moeten worden ingepland, op plaatsen die het meest geschikt zijn als verkeersknooppunt, zoals bepaald is in het SDER; dat de bochtige loop van de Samber de aanleg van lospunten gevoelig beperkt; dat voorliggende site deze aanleg vanuit technisch punt mogelijk maakt; dat er vroeger trouwens zo'n laadpunt was;

Overwegende dat het milieueffectenrapport meent dat de optie van het voorontwerp van wijzigingplan, ondanks de afwezigheid van behoeften in het referentiegebied, gegrond kan blijven voor wat betreft de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte van 12 hectare gelegen op het grondgebied van de gemeente Sambreville;

Onderzoek van de alternatieve locaties

Overwegende dat, conform artikel 42, alinea 2, 5° van het Waalse Wetboek, en het speciale lastenboek, het milieueffectenrapport op zoek is gegaan naar alternatieven; dat die alternatieven kunnen slaan op de lokalisatie, de afbakening of de toepassing van het in het ontwerp van het gewestplan in te schrijven gebied;

Overwegende dat geen enkel lokalisatiealternatief werd gevonden;

Overwegende dat de CWEDD meent dat het ontwerp zou moeten worden ingepland in het gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat met industrieel karakter gelegen aan de andere kant van de waterweg, eerder dan het grootste deel van een groengebied te schrappen;

Overwegende dat zoals hierboven uiteengezet, de terreinen die zijn bestemd als gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat met industrieel karakter niet mogen worden geëxploiteerd door de publieke operator die er geen eigenaar van is; dat die terreinen aan een privé-maatschappij toebehoren;

Onderzoek van de alternatieve afbakeningen en toepassingen

Overwegende dat het milieueffectenrapport anderzijds geen alternatieve afbakening heeft kunnen vinden.

Overwegende dat uit deze vergelijkende studie dus blijkt dat de enige oplossing om aan de door de Regering nagestreefde doelstellingen te voldoen erin bestaat te opteren voor het initiële ontwerp;

Rekening houden met de algemene aanbevelingen van de CWEDD

Overwegende dat de CWEDD in zijn verschillende adviezen een reeks algemene beschouwingen heeft geuit inzake de herzienings- en algemene aanbevelingsprocedure betreffende de eventuele toepassing van de ontwerpen;

Overwegende om te beginnen dat hij meent dat het evaluatiewerk voor de uitvoering van het prioritaire plan pas relevant zal zijn indien de inplanting van de structuren afhankelijk wordt gemaakt van een nieuwe evaluatie van de gevolgen eigen aan de bedrijvengroep; dat hij vraagt dat bij de vestiging van bedrijven, er een evaluatie van het milieu wordt uitgevoerd per bezettingsfase van de activiteitzone om een globale visie te hebben op de schaal ervan;

Overwegende dat het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu waarvan de uitvoering wordt opgelegd door artikel 31bis van het CWATUP, een maximale geldigheidsduur van tien jaar zal hebben; dat de hernieuwing ervan noodzakelijkerwijs een nieuw onderzoek van de situatie zal vergen en een aanpassing van de bepalingen zal mogelijk maken aan de evolutie die op het terrein zal zijn vastgesteld en aan de bijkomende gegevens die intussen zullen zijn verzameld; dat desgevallend van dit nieuwe onderzoek moet worden geprofitteerd om de gepaste procedures in gang te zetten om de bestemming te wijzigen of aan te passen; dat die procedure het dus mogelijk zal maken aan de door de CWEDD geformuleerde suggestie te voldoen;

Overwegende dat de CWEDD vervolgens zijn aanbevelingen over de relatie tussen mobiliteit, transport en ruimtelijke ordening herhaalt; dat hij verheugt is vast te stellen dat via het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, de uitvoering van een mobiliteitsplan wordt opgelegd, dat het mogelijk zal maken het gebruik van zachte vervoersmodi en openbaar vervoer aan te moedigen; dat hij erop aandringt dat het voetgangers- en fietsverkeer in de nieuwe bedrijfsruimtes wordt beveiligd;

Overwegende dat deze suggestie opportuun lijkt; dat dient opgelegd te worden dat die beveiliging deel uitmaakt van Lastenboek inzake stedenbouw en milieu;

Overwegende voor het overige dat de wens om de nieuwe bedrijfsruimtes te bedienen met het openbaar vervoer niet in tegenspraak is met het door de Regering gevoerde beleid; dat het netwerk van de TEC (Waalse vervoersmaatschappij) zodanig is georganiseerd dat de voornaamste plaatsen op het grondgebied die verkeer genereren bediend zijn, en aangezien het essentieel via de weg verloopt, is het zonder hoge investeringen, makkelijk aan te passen in functie van de evolutie van de plaatsen die de stromen genereren; dat anderzijds, gelet op zijn structurele kost, het spoor enkel een oplossing biedt voor de mobiliteitsproblemen als het om lange afstanden en grote volumes gaat; dat voor de meeste individuele transportbehoeften van de KMO's die zich in de nieuw aangelegde bedrijfsruimtes zullen vestigen, het spoor enkel zal kunnen worden gebruikt in combinatie met andere transportmiddelen, vooral via de weg; dat het dus via een intermodaliteit tussen spoor en weg is, die zal worden opgenomen in de door de Lastenboeken inzake stedenbouw en milieu opgelegde plannen, dat de door de CWEDD vooropgestelde duurzame doelstellingen inzake mobiliteit zullen kunnen worden gehaald;

Bijzondere overwegingen

Overwegende dat met volgende elementen rekening moet worden gehouden :

— Volledig of gedeeltelijk behoud van het groengebied

Klagers hebben de schrapping aangeklaagd van een groot deel van het groengebied dat momenteel de site bedekt en dat was opgelegd om de sanering van de site mogelijk te maken na valorisatie van de slakkenberg die er aanwezig was.

Uit het milieueffectenrapport blijkt dat de valorisatie van de slakkenberg vandaag is beëindigd, dat de slakkenberg praktisch volledig is geëffend en dat het gebied niet opnieuw is beplant.

Bijgevolg kunnen we vandaag dus niet stellen dat de feitelijke situatie overeenkomt met de bestemming als groengebied in het gewestplan.

De realisatie van het gebied zal dus geen aantasting betekenen aan een groengebied, dat het behoud, de bescherming en de aangroei van het natuurlijke milieu mogelijk maakt en dat bijdraagt tot de vorming van landschappen of dat een passende groene overgang vormt tussen de gebieden waarvan de bestemmingen niet verenigbaar zijn, in de zin van artikel 37 van het CWATUP.

Het groengebied zal zo veel als nodig gedeeltelijk worden behouden om de omliggende woongebieden af te zonderen.

— Milieuhinder

Klagers geven uiting aan hun vrees dat het ontwerp mogelijks geluids-, visuele en geurhinder veroorzaakt.

Zoals reeds aangehaald zal het behoud van een deel van het groengebied het mogelijk maken de woningen van het gebied af te zonderen.

Voor het overige zal het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu passende afzonderingsoplossingen onderzoeken rekening houdend met de suggesties van het milieueffectenrapport om zo goed mogelijk de hinder van het ontwerp op de omliggende woningen, en zeker op de meest gevoelige, te beperken (fasering, lokalisatie van de inplantingen,...).

— Waterbeheer

Wat betreft de overstromingsproblematiek heeft het milieueffectenrapport aangetoond dat een deel van de site soms onder water stond. Dit zou niet onmiddellijk te wijten zijn aan de configuratie van de plaats maar wel aan het slecht onderhouden van de riolering. Dit heeft dus niets te maken met de kenmerken van de te bebouwen terreinen.

Wat het afvalwater betreft heeft het milieueffectenrapport aanbevelingen gedaan die zullen worden bestudeerd tijdens het opstellen van Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, dat een geschikt systeem zal bepalen om een correcte zuivering van het afvalwater in het gebied mogelijk te maken.

— Fysieke constraints

De auteur van het milieueffectenrapport heeft op de site de aanwezigheid van een concessie van steenkoolmijnen vastgesteld.

Het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zal overgaan tot het bepalen van de capabele gebieden.

— Specialisatie van het gebied

Ondanks de klacht betreffende de schrapping van het bijkomende voorschrift R 1.2, is het ontwerp conform de optie VI 3 van het SDER dat aanbeveelt om voor het goederenvervoer voor de waterweg te kiezen, welke is gedefinieerd als een belangrijke pool, en om het artikel 1 van het CWATUP op te volgen dat aanraadt spaarzaam om te gaan met de bodem.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening onderstreept de noodzaak het voorschrift te behouden.

— Bereikbaarheid van de site en behoud van de bestaande RAVeL

Wat de bereikbaarheid van de site betreft, zal het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu op een passende manier bestuderen hoe het verkeer op de site en de verbinding met de toegangswegen, meer bepaald de N90, kunnen worden georganiseerd.

Wat de RAVeL betreft zal het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu onderzoeken hoe het kan worden behouden in dezelfde staat, of op welke manier het tracé kan worden gewijzigd om er de continuïteit van te verzekeren.

Begeleidende maatregelen

Overwegende dat artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP bepaalt dat de inschrijving van een nieuwe bedrijfsruimte hetzij de bestemmingswijziging van de niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimte, hetzij de goedkeuring van andere maatregelen die gunstig zijn voor de bescherming van het milieu, hetzij een combinatie van die twee begeleidingsmaatregelen inhoudt;

Overwegende dat de begeleidende maatregelen enerzijds moeten afhangen van de intrinsieke milieukwaliteit van de voor bebouwing bestemde oppervlakte en anderzijds van de objectieve inbreng van die begeleidingsmaatregelen;

Overwegende dat de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes een van de belangrijkste begeleidingsmaatregelen blijft;

Overwegende dat de Regering, binnen het kader van de begeleidingsmaatregelen bij voorliggende herziening van het gewestplan, een aantal niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes een nieuwe bestemming wil geven.

Overwegende dat, bij de evaluatie van de verhouding tussen begeleidingsmaatregelen en de inschrijvingsontwerpen van nieuwe bedrijfsruimtes, het redelijk is rekening te houden met enerzijds de gedifferentieerde impact van de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes volgens hun locatie en hun vervuiling, anderzijds met de impact op het milieu van de aanleg van een nieuwe bedrijfsruimte, die verschilt naargelang haar kenmerken en ligging; dat op die manier, mits eerbiediging van het proportionaliteitsprincipe, blijkt dat een zware renovatie meer moet wegen dan de renovatie van een minder vervuilde site, dat de impact van voor het milieu gunstige maatregelen moet worden ingeschat in functie van het effect dat men er redelijkerwijze mag van verwachten, en dat die maatregelen des te belangrijker moeten zijn, of minder, dan de aanleg van het nieuwe gebied met al dan niet aanzienlijke impact op zijn omgeving;

Overwegende dat, bij gebrek aan elementen die de factoren kunnen objectiveren, welke die lasten en de impact volledig kunnen beoordelen, de Regering het nuttig acht, zowel om de voorschriften van het artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP zeker te eerbiedigen en in haar bekommernis om, zoveel als redelijkerwijs mogelijk is, de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes te promoten, een strikte interpretatie van de tekst goed te keuren, en een verdeelsleutel te hanteren die ongeveer overeenkomt met een m² renovatie van een niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimte voor een m² niet bebouwbaar ruimte die voortaan is bestemd voor economische activiteit (met aftrek van de oppervlaktes die voorheen voor economische activiteit waren bestemd en die gereclasserd zijn als niet te bebouwen gebied);

Overwegende dat de door artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP bepaalde begeleiding op regionaal vlak kan worden ingeschat; dat aangezien voorliggend ontwerp in het raam van een prioritair plan moet worden gezien dat het volledige Gewest wil voorzien van nieuwe ruimtes voor economische activiteit, de voormelde verdeelsleutel dus algemeen kan worden toegepast, waarbij de compensatie kan gebeuren tussen het geheel van oppervlaktes afgezonderd van gebieden die niet als te bebouwen gebied zijn opgenomen om voor economische activiteit te worden bestemd (met aftrek van de oppervlaktes die voorheen voor economische activiteit waren bestemd en die gereclasserd zijn als niet te bebouwen gebied) enerzijds en het geheel van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes die een nieuwe bestemming hebben gekregen anderzijds;

Overwegende nochtans dat, ten einde een geografische verdeelgelijkheid na te streven, het nuttig lijkt, aangezien de nieuwe ruimtes die het prioritair plan bestemt voor economische activiteit verdeeld liggen over het hele Gewest, erover te waken dat de niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes ook op een gelijke manier zijn verdeeld;

Overwegende dat, om die doelstelling na te streven, het Gewest in vijf evenwichtige en geografisch homogene sectoren werd verdeeld; dat het voorliggende ontwerp bij een geheel van ontwerpen werd gevoegd (Sambreville – Tamines, Somme-Leuze, Namen – Rhisnes – Suarlée, Namen – Bouge – Champion, Chimay – Baileux en Namen – Malonne);

Overwegende dat als begeleidingsmaatregel, de Regering beslist er rekening mee te houden volgende sites een nieuwe bestemming te geven :

— ANDENNE	Brenner
— ANDENNE	Groeven en kalkoven Deceuninck
— ANHEE	Koperfabriek de Rosée
— BRAIVES	Molen Hosdent
— BRAIVES	Etablissements Brichart
— CHIMAY	Zuivelfabriek des Forges
— CINEY	Pharmacies populaires E.P.C. Familia
— CINEY	Kasteel Chaput
— COUVIN	Fabriek Donnay
— COUVIN	Brouwerij St-Antoine
— COUVIN	Douaneagentschap Brûly
— DINANT	Opleidingscentrum Patria
— DINANT	Wolfabriek La Dinantaise
— DINANT	Spinnerij Bouvignes
— FERNELMONT	Elektrische ovens
— FLOREFFE	Glashandel St-Roch
— GEDINNE	Zagerij Buchholtz
— GEMBLOUX	Messenfabriek Pierrard
— GEMBLOUX	Messenfabriek Chapelle Marion
— GEMBLOUX	Ateliers Colson
— HASTIERE	Station van Hastière
— MOMIGNIES	Zagerij Degive
— NAMEN	Drukkerij AMP
— NAMEN	Zagerij Humblet
— NAMEN	Etablissements Pâque
— NAMEN	Molen A.C.B.I.
— NAMEN	Pâques
— ROCHEFORT	Atelier voor lokomotieven
— ROCHEFORT	Zagerij Devillers
— VIROINVAL	Kalkoven
— VIROINVAL	Kalkoven van Nismes
— YVOIR	Etablissement Tasiaux
— YVOIR	Groeve Rochette
— MONT-SAINT-GUIBERT	Papierwaren Mont-St-Guibert I
— BINCHE	Slachthuis
— BINCHE	Wassalon van het Centre
— TUBIZE	Clabecq (zuid)

die een tenminste equivalente oppervlakte totaliseren;

Overwegende dat wat de maatregelen betreft die gunstig zijn voor de bescherming van het milieu zoals het CWEDD heeft onderstreept, artikel 46, § 1^{er}, alinea 2, 3^o van het CWATUP het niet mogelijk maakt er de beschermingsmaatregelen die zich opdringen in op te nemen, in toepassing van hetzij het CWATUP, hetzij van een andere van kracht zijnde reglementering; dat de Regering niettemin wil onderstrepen, dat om de bescherming van het milieu te verzekeren, zij parallel met de uitvoering van een prioritair plan binnen het kader waarvan voorliggend besluit kadert, een nieuw artikel 31bis van het CWATUP heeft goedgekeurd, met als voorschrift dat elke nieuwe bedrijfsruimte gepaard gaat met een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu dat de compatibiliteit van het gebied met haar omgeving waarborgt;

Overwegende dat op die manier meer dan voldoende is voldaan aan de door dit artikel opgelegde regel;

Lastenboek inzake stedenbouw en milieu

Overwegende dat in uitvoering van artikel 31bis van het CWATUP, voorafgaand aan de toepassing van het gebied, een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zal worden opgemaakt, dat de richtlijnen van de ministeriële omzendbrief van 29 januari 2004 zal naleven;

Overwegende dat de CWEDD in zijn verschillende adviezen een reeks algemene aanbevelingen heeft gedaan betreffende de eventuele implementatie van de ontwerpen, o.m. inzake beheer van water, lucht, afval, bodembewegingen, begeleiding van door het ontwerp getroffen landbouwbedrijven, mobiliteit en bereikbaarheid, integratie van landschap en begroeiing;

Overwegende dat de Regering die aanbevelingen ruim voor was, door om te beginnen in het Parlement de goedkeuring voor te stellen van artikel 31bis van het CWATUP, dat bepaalt dat de nieuwe bedrijfsruimtes het voorwerp zullen vormen van een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, en door vervolgens de inhoud van dit Lastenboek inzake stedenbouw en milieu te definiëren via een omzendbrief die zij op 29 januari 2004 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat bepaalde door de CWEDD geformuleerde aanbevelingen verduidelijkingen aanbrengen die nuttig lijken, hetzij algemeen, hetzij voor voorliggend ontwerp, in functie van de net beschreven kenmerken; dat ze daarin zullen moeten worden opgenomen door de auteur van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu;

Overwegende bijgevolg dat in het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu in elk geval de hierna opgesomde elementen zullen moeten staan;

- maatregelen die zijn genomen voor een passende behandeling van water, en vooral het afvalwater;
- geschikte afzonderingsmaatregelen, rekening houdend met de suggesties van het milieueffectenrapport om zo goed mogelijk de hinder van het ontwerp op de omliggende woningen, en zeker op de meest gevoelige, te beperken (fasering, lokalisatie van de inplantingen,...).
- nakijken van de geotechnische capaciteit van de bodem en ondergrond;
- maatregelen inzake mobiliteit, binnen en buiten het gebied, van goederen en personen, dus ook de beveiliging van de ruimtes voorbehouden voor het fiets- en voetgangersverkeer; de meest gepaste manier om het verkeer op de site en de verbinding met de toegangswegen, meer bepaald de N90, te organiseren en de mogelijkheid om het tracé van de RAVeL te wijzigen om er de continuïteit van te verzekeren.

Overwegende dat uit het geheel van die ontwikkelingen blijkt dat het voorliggende ontwerp het meest geschikt is om, met eerbied voor de in artikel 1 van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium opgesomde doelstellingen, te kunnen beantwoorden aan de behoefte aan ruimte bestemd voor economische activiteit, binnen het betroffen referentiegebied;

Na beraadslaging,

Op voorstel van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Milieu,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt het ontwerp van herziening van het gewestplan van Namen goed, die de inschrijving inhoudt van, op het grondgebied van de gemeente Sambreville (Moignelée) (plaat 47/7) van een industriële bedrijfsruimte.

Art. 2. Het volgende bijkomende voorschrift, *R 1.4, is van toepassing in de gemengde bedrijfsruimtes ingeschreven op het gewestplan door voorliggend besluit

« Enkel ondernemingen die grondstoffen of afgewerkte producten via de waterweg vervoeren en die die ermee zijn verbonden, zullen worden toegelaten in de industriële bedrijfsruimte *R 1.2 ».

Art. 3. De herziening is conform het bijgevoegde plan goedgekeurd.

Art. 4. De Minister van ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van voorliggend besluit.

- maatregelen die zijn genomen voor een passende behandeling van water, en vooral het afvalwater;
- geschikte afzonderingsmaatregelen, rekening houdend met de suggesties van het milieueffectenrapport om zo goed mogelijk de hinder van het ontwerp op de omliggende woningen, en zeker op de meest gevoelige, te beperken (fasering, lokalisatie van de inplantingen,...).
- nakijken van de geotechnische capaciteit van de bodem en ondergrond;
- maatregelen inzake mobiliteit, binnen en buiten het gebied, van goederen en personen, dus ook de beveiliging van de ruimtes voorbehouden voor het fiets- en voetgangersverkeer; de meest gepaste manier om het verkeer op de site en de verbinding met de toegangswegen, meer bepaald de N90, te organiseren en de mogelijkheid om het tracé van de RAVeL te wijzigen om er de continuïteit van te verzekeren.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van voorliggend besluit.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-president,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van ruimtelijke ordening, stedenbouw en milieu,
M. FORET

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, te 5100 Jambes, en bij het betrokken gemeentebestuur.

Het advies van de CRAT wordt hieronder bekend gemaakt.